

## Vaucluse

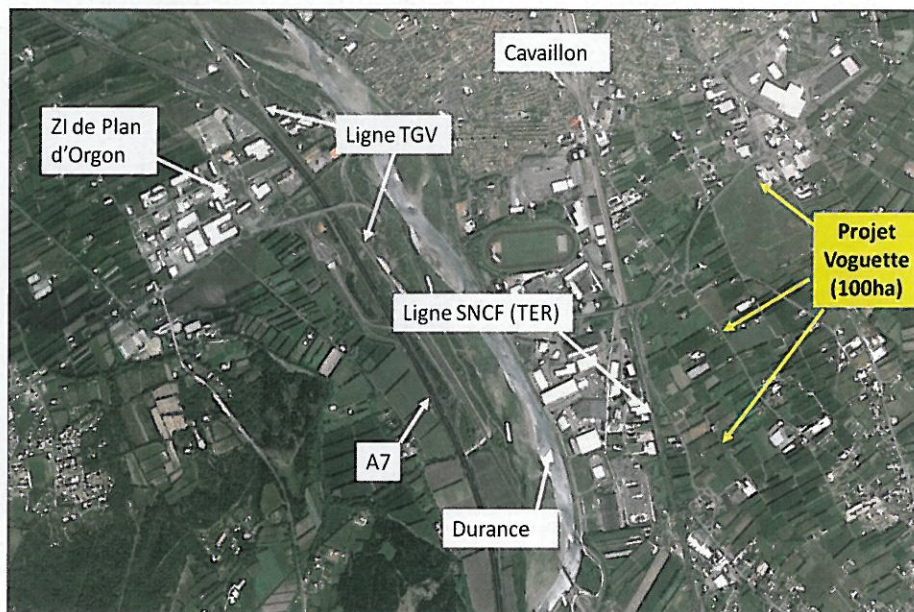
## 100 hectares de terres agricoles en danger à Cavaillon

Aux portes de Cavaillon (Vaucluse), la Confédération paysanne se bat dans un collectif d'une quinzaine d'organisations contre l'artificialisation d'une centaine d'hectares de terres agricoles.

La communauté de communes Lubéron Monts de Vaucluse, à laquelle appartient Cavaillon, a lancé un projet de digue sur ce site au bord de la Durance qui détruirait trois exploitations agricoles et sert de « couverture » au projet Voguette, déjà inscrit au plan local d'urbanisme (PLU) : l'urbanisation de 100 hectares de terres agricoles irrigables. Immochan (filiale immobilière du groupe Auchan) s'est porté acquéreur pour 44 hectares du site, mais un groupe d'une dizaine de jeunes investit une des fermes abandonnées pour la faire revivre et résister.

Habilement, l'enquête d'utilité n'a porté que sur la digue, avec le seul objectif annoncé de protéger les populations et, malgré les oppositions qui se sont manifestées, le projet de digue a été déclaré « d'intérêt public » par le préfet.

Le collectif Voguette 84, dont est membre la Confédération paysanne du Vaucluse, doit engager une procédure en annulation auprès du tribunal adminis-



tratif. Un appel à dons a été lancé en novembre 2015 afin de couvrir les 4 000 euros nécessaires pour la démarche. Il vient d'aboutir. Les motifs ne manquent pas : report du risque d'inondation sur les autres communes riveraines, projet démesuré (3 km et 6,5 millions d'euros), aucune étude d'impact sur l'activité agricole n'a été menée...

En avril 2013, installant l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles, le ministre de l'Agriculture avait

pourtant déclaré : « La lutte contre la consommation des espaces agricoles est un enjeu fondamental. » Dont acte ? ■

NB : Un article plus important sur ce sujet devait être rédigé pour ce numéro par Laurent Théron, porte-parole de la Confédération paysanne du Vaucluse, mais la mort de Clarisse, sa fille, est venue brutalement endeuiller la famille au cours de ce mois de février. Le comité de publication de *Campagnes solidaires* adresse à Laurent et aux siens ses sincères condoléances.

## Loire-Atlantique Lettre au Président



À l'initiative de la Confédération paysanne de Loire-Atlantique, les paysannes et paysans du département étaient invités à poster une lettre le 16 février à l'attention de François Hollande. Cinq points du département, Montbert, Guéméné-Penfao, Châteaubriant, Herbignac et

Sainte-Pazanne ont rassemblé des dizaines de paysans, venus en tracteur rejoindre le bureau de poste pour effectuer le geste symbolique du dépôt de la lettre dans la boîte. Dans ce courrier au Président, tous et toutes réaffirment le besoin d'outils publics de régulation :

« (...) L'absence d'outils de prévision et de maîtrise collective conduit à une surproduction dont nous, producteurs, subissons les graves conséquences. Qui peut supporter une baisse de 20 % de ses produits ?

Les aides conjoncturelles, la baisse des charges ou des normes ne suffiront pas à redresser la barre, il y a urgence à retrouver des prix.

Vous pouvez aujourd'hui porter notre parole au sein de l'Europe pour dire notre détresse et le gâchis que constituerait la disparition de beaucoup d'exploitations agricoles dans toute l'Europe.

Je vous demande d'alerter l'Europe sur la nécessité absolue de nouveaux outils de régulation permettant d'adapter l'offre à la demande et d'assurer une plus grande régularité de nos prix en intégrant nos coûts de production. (...) » ■